



United Nations
Economic Commission for Africa

Discours d'ouverture de M. Carlos Lopes

Dixième Conférence économique Africaine

Excellence Monsieur le Président du Sénat, représentant personnel du Président de la République

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Mesdames et Messieurs les Ministres et membres de hautes instances de la République

Monsieur Steve Kayizzi, Vice-Président et Économiste-en-Chef de la Banque Africaine de Développement

Monsieur Abdoulaye Mar Dieye, Sous-Secrétaire Général et Directeur Régional pour l'Afrique du PNUD

Monsieur le Gouverneur de la ville province de Kinshasa

Distingués invités et membres du corps diplomatique

Mesdames et Messieurs

Permettez-moi de commencer par remercier le Gouvernement de la RDC pour avoir accepté d'accueillir l'édition 2015 de la Conférence économique africaine et pour l'hospitalité légendaire des kinois. Je suis heureux que cette Conférence ait lieu à Kinshasa, une ville qui incarne la promesse de l'Afrique pour un avenir meilleur.

La Commission économique pour l'Afrique est heureuse de collaborer de nouveau avec la Banque africaine de développement et le PNUD dans l'organisation de cette conférence. Comme vous le savez peut-être, les Etats membres ont appelé les Commissions économiques régionales des Nations Unies, telles que la CEA, à jouer un rôle proactif dans l'établissement de la nouvelle agenda du développement. Le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, ainsi que la fraîchement approuvé Agenda 2030 pour le développement durable, nous demande de nous mobiliser. Je suis donc particulièrement heureux que la CEA puisse répondre à l'appel.

Mesdames et Messieurs,

Eradiquer la pauvreté, tout en stimulant la prospérité est le défi le plus urgent pour l'Afrique à ce jour. Nous semblons montrer des performances sur le dernier point avec un taux de croissance économique moyenne de 5% bien supérieure à la moyenne mondiale, au cours de la dernière décennie. Et, pourtant la réalité est, hélas, beaucoup plus dure quand on considère nos performance dans la lutte contre la pauvreté. A titre illustratif, alors que l'Afrique a un des taux mondiaux des plus élevés en population active, deux tiers de ses employées se retrouvent dans la catégorie des travailleurs pauvres. De ce groupe, les femmes accusent généralement une vulnérabilité d'emploi beaucoup plus élevé que les hommes. Par ailleurs, soixante pour cent des chômeurs sont jeunes. Ces données sont une représentation frappant de notre histoire récente de croissance sans suffisante génération d'emplois, avec des inégalités persistantes et un degré élevé d'insécurité humaine. Nous devons donc nous concentrer sur les implications d'une croissance non inclusive.

Il faut commencer par dire que la croissance de l'Afrique tant vantée est une réalité. Que le continent réussisse à multiplier presque par trois son PIB en l'espace d'une quinzaine d'années est en soi un exploit remarquable. C'est toujours un exercice risqué de déterminer les causes d'une réussite, et il n'en est pas autrement dans le cas qui nous concerne. Dire que cet exploit en matière de croissance a été accompli grâce aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est très partial. Affirmer qu'il s'est fait malgré les OMD serait absurde. La croissance de l'Afrique a été rendue possible par une combinaison de facteurs, certains internes, d'autres externes. Des tendances majeures telles que les changements démographiques, technologiques et environnementaux ont contribué de manière décisive à façonner l'avenir du continent. La marge de manœuvre politique offerte par le passage d'une ère d'ajustements structurels prescrits vers celle où l'Afrique peut plus que jamais «agir à sa façon» y a également beaucoup aidé. Davantage que l'aide publique au

développement elle-même, c'est la réduction significative de la dette qui a changé les fondamentaux macroéconomiques. L'action du continent a bénéficié de la confiance apportée par de nouveaux partenariats établis avec des pays en développement à forte croissance, confiance qui a contribué à un changement d'attitude.

Or, ce que nous avons eu jusqu'à présent, c'est une croissance sans qualité. Les Africains célèbrent des potentialités plus que des résultats. Pour avoir des résultats, il faudrait insister sur la création d'emplois, l'inclusivité et la réduction de la pauvreté. Même si les OMD demeurent un travail inachevé pour l'Afrique, l'on ne saurait nier que le continent a réalisé des progrès rapides s'agissant de nombreux objectifs et cibles, en dépit d'une situation initiale défavorable.

Parmi les importants progrès accomplis figurent la représentation accrue des femmes dans les parlements nationaux, l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés dans le primaire, la réduction des écarts entre filles et garçons à ce niveau d'éducation, la réduction de la mortalité infantile et maternelle ainsi que de la prévalence des décès dus au VIH/sida ou au paludisme. En outre, des avancées notables au regard des indicateurs technologiques ont été enregistrées, le continent affichant des abonnements à la téléphonie mobile dépassant la moyenne mondiale et la croissance moyenne annuelle la plus rapide du nombre des utilisateurs d'Internet. L'Afrique se situe aussi en tête de classement vis-à-vis de nombreux indicateurs mondiaux de représentation féminine.

L'accroissement des inégalités peut être en partie attribué au peu d'attention accordée aux inégalités économiques et sociales dans les interventions liées aux OMD. L'expérience mondiale à ce jour montre que les inégalités ne s'autocorrigent pas; au contraire, elles se perpétuent et se reproduisent au fil des générations. Par conséquent, il faudrait que les efforts visant à remédier à la pauvreté extrême, à promouvoir le développement socioéconomique et à préserver les intérêts des générations futures s'attaquent franchement au problème des inégalités. C'est que ces dernières réduisent les capacités productives de ceux qui en souffrent et privent ainsi la société de contributions dont elle a tant besoin.

De toutes les inégalités, celles de revenus constituent sans doute la forme la plus marquée. L'Afrique, dont beaucoup de pays affichent une nette augmentation de ce type d'inégalités, est loin de faire exception à cet égard. Mais avec un coefficient de Gini moyen de 43,9 % sur la période entre 2000 et 2009, elle présente les inégalités de revenu les plus marquées de tous les continents, à l'exception de l'Amérique latine qui a eu une moyenne de 52,2 % au cours de la même période. En

2010, six des dix pays les plus inégalitaires dans le monde se trouvaient en Afrique, et plus spécifiquement en Afrique australe, qui apparaît comme la sous-région la plus inégalitaire du continent.

Mais en dépit de ces fortes inégalités en Afrique, on assiste de plus en plus sur le continent à un recul du phénomène, quoiqu'à des degrés très variés suivant les pays. Sur un total de 35 pays africains sur lesquels on dispose de données, 13 (37,1 %) ont connu une augmentation des inégalités de revenu, tandis que 19 (54,3 %) ont enregistré une diminution de ces inégalités au cours de la période entre 1990 et 2012. En revanche, 58 % des pays d'Asie ont connu une aggravation des inégalités, contre 32,3 % où celles-ci ont diminué. Les pays d'Amérique latine aussi ont connu, au cours de cette période, une nette réduction des inégalités. Celles-ci se sont accrues dans 20 % des pays (4 sur 20) de la région, mais elles ont baissé dans 70 % des pays (soit 14 sur 20) dans la même région.

Pour inverser sa situation, l'Afrique devrait rompre avec la routine. Appliquer les mêmes politiques, et toujours davantage, n'est pas la solution. Il est largement admis aujourd'hui que le continent doit poursuivre des politiques industrielles agressives, seul investissement pouvant lui permettre à la fois de stimuler la productivité agricole, de tirer parti des dividendes démographique et urbain et de moderniser des économies trop dépendantes du secteur informel. C'est seulement alors que nous pourrons célébrer la croissance. Une croissance... de qualité!

Mesdames et Messieurs,

Demain on lancera le Rapport 2015 sur les OMD qui fera le bilan des réalisations des marathonistes africains. Oui je dit bien les marathonistes car du point de vue statistique avoir des OMD qui sont les mêmes quand on part de distances très différentes c'est l'équivalent de faire courir avec une même ligne d'arrivée les marathonistes et les sprinters. Un pays avec un taux de pauvreté de 8% qui doit réduire de moitié en 15 ans à 4% ne peut pas être comparé avec un autre qui a un taux de 80%. Nous avons donc offert de juger des marathonistes avec des sprinters, les premiers étant en majorité africains. Ceci dit nous avons redoublé d'efforts et avons avancé. Mais le plus difficile est devant nous.

Il y a nombre de menaces mondiales à l'horizon susceptible de nous rendre la tâche beaucoup plus difficile. La croissance mondiale à laquelle la fortune de nombreux pays africains est lié, se ralentit. Par exemple, les données sur la Chine suggère que

les taux de croissance en Chine et maintenant le plus bas depuis la crise financière de 2008-2009. Certains des risques associés à l'incertitude en Chine sont les cours des matières premières telles que les métaux, qui sont en baisse depuis 2011. Les prix mondiaux des produits agricoles ont diminué de 8 pour cent par rapport aux niveaux globaux en février 2015. Selon le FMI l'ensemble des prix des produits de base ont déjà diminué de 14 pour cent depuis février 2015. Ce sont de mauvaises nouvelles pour nos exportateurs de matières premières et, par extension, de mauvaises nouvelles pour lutter contre la pauvreté, sauf dans le cas des pays importateurs d'aliments ou de pétrole. Ces bonnes nouvelles sur le front de la nourriture sont, cependant, tempérées par les risques liés au changement climatique et à la sécheresse, mais aussi de la dépréciation monétaire.

Les dommages à la production alimentaire associée à la sécheresse se répandent à travers le continent. Plus de 30 millions d'Africains, 3 pour cent de notre population, auront besoin d'aide pour survivre à la saison sèche après les pires sécheresses depuis 1992 qui réduiront de moitié la récolte de cette année de produits de base tels que le maïs, le riz et les haricots. Les pénuries actuelles soulignent que de nombreux pays restent trop pauvres et isolés de la rampe. Par exemple, les turbulences du marché mondial ont vu beaucoup de monnaies africaines baisser plus de 20% par rapport au dollar depuis le début de l'année .

Nous ne savons pas encore quels résultats, fournira à l'Afrique la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris en décembre 2015). Mais nous pouvons nous attendre à ce que le résultat de COP21, combinée à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, opère un changement radical du paysage avec d'importantes répercussions sur les coûts pour le secteur privé et le programme de transformation de l'Afrique.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Compte tenu de ces développements récents, il n'y a pas de doute que la transformation structurelle de l'Afrique entraînera des aventures en territoire inexploré pour lesquels il faut des plans et des stratégies. Nous savons que l'informel et le manque d'accès à une éducation de qualité sont parmi les défis persistants de l'Afrique. L'approche de la CEA à la question de la pauvreté et de l'inégalité est, par exemple, d'effectuer des recherches novatrices en vue de désagréger les liens entre l'accès à l'éducation de faible qualité et son impact sur l'informel et l'inégalité. Voilà un chantier qui doit nous mobiliser tous. Avec l'engagement et la persistance nous serons alors disponibles pour danser au rythme de la rumba congolaise.